

[Text]

Having said that, CSE is a foreign intelligence collection agency. The very nature of its work depends upon a degree of secrecy. To the extent to which its work is not secret it loses its capacity to function and to collect information that is of use and of value to the Government of Canada. It is accountable. I would not assume that to mean that its operations ought to be damaged by revealing those operations.

Mr. Wappel: The gist of the article is that, at the request of SIRC, the Inspector General was asked to make some contact with CSE and to discuss certain things about CSE. The information that appears to come out is that there was a blanket refusal to talk with the Inspector General. Is that true, and, if so, why was there such a blanket refusal?

• 1600

Mr. Elcock: No, Mr. Chairman, that is not true. In fact, I had a long meeting with the Inspector General, and I did tell the Inspector General that I was not prepared to let him meet officers of CSE to have further discussions. But we had a long discussion with the Inspector General and tried to answer the questions he put to us.

Mr. Wappel: Finally, and totally unrelated to that, I'm told that in the 1940s there was an agreement between Canada, the United States, the United Kingdom, Australia and New Zealand in respect of certain self-interested defence or however you want to put it—intelligence gathering or whatever. Obviously that was born of the Cold War and the threat of communism in the Soviet Union, etc. Can you comment in any way on whether or not that agreement with those parties, or with any of them, is still in force, in view of the apparent end of the Cold War? Or do you know anything about it?

Mr. Elcock: I've heard of that rumoured agreement, Mr. Chairman. I don't want to seem as though I'm ducking your question, but let me answer a little obliquely. There's no question that the end of the Cold War and the demise of the Soviet Union change the functioning of foreign intelligence agencies, particularly those involved in trying to deal with the threat that was posed by the Cold War and the Soviet Union. To the extent that one maintains alliances, then obviously some of those alliances would continue. To the extent that those begin to change, or that interests change, then those alliances may not continue. Beyond that I wouldn't want to comment on the specific relationships we have or don't have with foreign governments. Inherently they will change over time, I'm sure, as interests change, but I wouldn't want to go further than that.

Mr. Lee: I don't have a question, Mr. Chairman, but I do have a comment and hopefully it will be taken constructively. I have already indicated that we are very pleased to have Mr. Elcock here today, along with Mr. Woolner. It is our goal, as the chairman has said, to establish a viable relationship between this subcommittee and CSE. The reasons for it are set out in part in the five-year review committee report to Parliament.

[Interpretation]

[Translation]

[Text]

Cela dit, le centre est un organisme de collecte de renseignements étrangers. La nature même de son travail exige un certain caractère secret. Si les activités du centre ne sont pas secrètes, il perd sa capacité de recueillir des renseignements qui sont utiles au gouvernement du Canada. Le centre doit rendre des comptes. Cela ne signifie pas pour autant qu'il faut compromettre ses activités en les divulguant.

M. Wappel: On dit essentiellement dans l'article qu'à la demande du Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité, on a demandé à l'inspecteur général d'entrer en communication avec le centre et de discuter de certaines de ses activités. On semble dire dans l'article que les responsables du centre ont carrément refusé de parler à l'inspecteur général. Est-ce exact, et, si oui, pourquoi a-t-on refusé?

M. Elcock: Non, monsieur le président, ce n'est pas exact. J'ai eu une longue réunion avec l'inspecteur général, et je lui ai dit que je n'étais pas prêt à lui permettre de rencontrer les agents du centre pour discuter de leur travail. Mais nous avons eu une longue discussion avec l'inspecteur général, et nous avons essayé de répondre aux questions qu'il nous a posées.

M. Wappel: Ma dernière question porte sur un sujet tout à fait différent. On me dit que dans les années quarante il y avait une entente entre le Canada, les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie et la Nouvelle-Zélande au sujet de la défense intéressée, ou de la collecte de renseignements. Il est évident que cette entente découlait de la guerre froide et de la menace du communisme en Union soviétique, etc. Pouvez-vous nous dire si cette entente existe toujours avec ces pays, ou avec certains d'entre eux, compte tenu du fait que la guerre froide a apparemment pris fin? Ou êtes-vous au courant de l'existence de cette entente?

M. Elcock: J'ai déjà entendu parler de cette entente, monsieur le président. Je ne veux pas donner l'impression que je cherche à esquiver la question, mais permettez-moi de vous répondre de façon un peu indirecte. Il ne fait aucun doute qu'avec la fin de la guerre froide et le démantèlement de l'Union soviétique, le fonctionnement des services de renseignements étrangers a changé. Je pense surtout aux organismes qui s'occupaient de la menace que représentaient la guerre froide et l'Union soviétique. Dans la mesure où les pays gardent leurs alliances avec d'autres, il va sans dire que certaines de ces alliances continueraient d'exister. Lorsque ces alliances commencent à changer ou que les intérêts des pays commencent à changer, il se peut que ces alliances ne continuent pas d'exister. Mais je ne veux pas faire de remarques sur les rapports précis que nous avons ou que nous n'avons pas avec des gouvernements étrangers. Il y aura toujours des changements avec le temps, à mesure que les intérêts changeront, mais je ne voudrais pas aller plus loin.

M. Lee: Je n'ai pas de questions, monsieur le président, mais j'aimerais faire un commentaire, et j'espère qu'il sera pris de façon constructive. J'ai déjà dit que nous sommes très heureux d'accueillir MM. Elcock et Woolner. Comme le président l'a déjà dit, notre objectif, c'est de créer des rapports viables entre notre sous-comité et le Centre de la sécurité des télécommunications. Nous précisons nos raisons dans l'examen quinquennal que nous avons présenté au Parlement.